

<http://les-touches-44.fr/spip.php?article89>

Les Touches

L'Appel du 18 juin 1940

- 39-45 - seconde guerre mondiale -



Date de mise en ligne : samedi 17 juin 2023

Copyright © Les Touches - Tous droits réservés

L'appel du 21 mai 1940 à Savigny-sur-Ardres

Le 21 mai 1940, à Savigny-sur-Ardres, Charles de Gaulle, qui n'était pas encore général mais colonel, lance son premier appel radiodiffusé suite à la bataille de Montcornet. Celui-ci ressemble beaucoup à l'Appel du 18 juin.

C'est la guerre mécanique qui a commencé le 10 mai. En l'air et sur la terre, l'engin mécanique - avion ou char - est l'élément principal de la force.

L'ennemi a remporté sur nous un avantage initial. Pourquoi ? Uniquement parce qu'il a plus tôt et plus complètement que nous mis à profit cette vérité.

Ses succès lui viennent de ses divisions blindées et de son aviation de bombardement, pas d'autre chose !

Eh bien ? nos succès de demain et notre victoire - oui ! notre victoire - nous viendront un jour de nos divisions cuirassées et de notre aviation d'attaque. Il y a des signes précurseurs de cette victoire mécanique de la France.

Le chef qui vous parle a l'honneur de commander une division cuirassée française, Cette division vient de durement combattre ; eh bien ! on peut dire très simplement, très gravement - sans nulle vantardise - que cette division a dominé le champ de bataille de la première à la dernière heure du combat.

Tous ceux qui y servent, général aussi bien que le plus simple de ses troupiers, ont retiré de cette expérience une confiance absolue dans la puissance d'un tel instrument.

C'est cela qu'il nous faut pour vaincre. Grâce à cela, nous avons déjà vaincu sur un point de la ligne.
~~Grâce à cela, un jour, nous vaincrons sur toute la ligne.~~

Texte recueilli par Alex SURCHAMP pour son Quart d'heure du soldat, cité par Anne et Pierre ROUANET
L'Inquiétude outre-mort du général de Gaulle, Grasset, 1985

Appel du 18 juin 1940

Tribune publiée sur mediaslibres.com par Eric de Roche le 18 juin 2007, retirée depuis



Appel du 18 Juin 1940

Le Général de Gaulle arrive à Londres le 17 juin 1940. Le dernier gouvernement de la IIIe République a disparu au cours de la nuit précédente. Le Maréchal Pétain ayant demandé l'armistice et incité les Français à déposer les armes, le Général de Gaulle lance son premier appel entré dans l'histoire.

Pratiquement chaque semaine de Juin 1940 jusqu'à la libération le général de Gaulle s'adressait aux français sur les ondes de la BBC. Ces discours sont moins connus pourtant ils ont toute leur importance pour bien comprendre le sentiment de l'époque.

Vous retrouverez les discours de Juin 1940 à la suite du célèbre appel.

Discours du 18 Juin 1940

Les chefs qui, depuis de nombreuses années, sont à la tête des armées françaises, ont formé un gouvernement.

Ce gouvernement, alléguant la défaite de nos armées, s'est mis en rapport avec l'ennemi pour cesser le combat.

Certes, nous avons été, nous sommes, submergés par la force mécanique, terrestre et aérienne, de l'ennemi.

infiniment plus que leur nombre, ce sont les chars, les avions, la tactique des Allemands qui nous font reculer.

Ce sont les chars, les avions, la tactique des Allemands qui ont surpris nos chefs au point de les amener là où ils en sont aujourd'hui.

Mais le dernier mot est-il dit ? L'espérance doit-elle disparaître ? La défaite est-elle définitive ? Non !

Croyez-moi, moi qui vous parle en connaissance de cause et vous dis que rien n'est perdu pour la France. Les mêmes moyens qui nous ont vaincus peuvent faire venir un jour la victoire.

Car la France n'est pas seule ! Elle n'est pas seule ! Elle n'est pas seule ! Elle a un vaste Empire derrière elle.

Elle peut faire bloc avec l'Empire britannique qui tient la mer et continue la lutte. Elle peut, comme l'Angleterre, utiliser sans limites l'immense industrie des États-Unis.

Cette guerre n'est pas limitée au territoire malheureux de notre pays. Cette guerre n'est pas tranchée par la bataille de France. Cette guerre est une guerre mondiale. Toutes les fautes, tous les retards, toutes les souffrances, n'empêchent pas qu'il y a, dans l'univers, tous les moyens nécessaires pour écraser un jour nos ennemis. Foudroyés aujourd'hui par la force mécanique, nous pourrions vaincre dans l'avenir par une force mécanique supérieure. Le destin du monde est là.

Moi, Général de Gaulle, actuellement à Londres, j'invite les officiers et les soldats français qui se trouvent en territoire britannique ou qui viendraient à s'y trouver, avec leurs armes ou sans leurs armes, j'invite les ingénieurs et les ouvriers spécialistes des industries d'armement qui se trouvent en territoire britannique ou qui viendraient à s'y trouver, à se mettre en rapport avec moi.

Quoi qu'il arrive, la flamme de la résistance française ne doit pas s'éteindre et ne s'éteindra pas.

Demain, comme aujourd'hui, je parlerai à la Radio de Londres.

Dans la journée du 19 juin, les premiers volontaires français se présentent à Seymour Place. Ils sont encore peu nombreux. C'est à eux que s'adresse le Général de Gaulle.

Discours du 19 Juin 1940

L'Appel du 18 juin 1940

A l'heure où nous sommes, tous les Français comprennent que les formes ordinaires du pouvoir ont disparu.

Devant la confusion des âmes françaises, devant la liquéfaction d'un gouvernement tombé sous la servitude ennemie, devant impossibilité de faire jouer nos institutions, moi, Général de Gaulle, soldat et chef français, j'ai conscience de parler au nom de la France.

Au nom de la France, je déclare formellement ce qui suit :

Tout Français qui porte encore des armes a le devoir absolu de continuer la résistance.

Déposer les armes, évacuer une position militaire, accepter de soumettre n'importe quel morceau de terre française au contrôle de l'ennemi, ce serai un crime contre la patrie.

A heure qu'il est, je parle avant tout pour l'Afrique du Nord française, pour l'Afrique du Nord intacte.

L'armistice italien n'est qu'un piège grossier. Dans l'Afrique de Clauzel, de Bugeaud, de Lyautey, de Noguès, tout ce qui a de l'honneur a le strict devoir de refuser l'exécution des conditions ennemies.

Il ne serait pas tolérable que la panique de Bordeaux ait pu traverser la mer.

Soldats de France, où que vous soyez, debout !

Dans les territoires français d'outre-mer les chefs tergiversent. Le Général de Gaulle leur a adressé à chacun un appel pressant par télégramme. Il a, par cette voie, demandé au Général Nogués de prendre la tête de la résistance française.

Discours du 22 juin 1940

Le Gouvernement français, après avoir demandé l'armistice, connaît maintenant les conditions dictées par l'ennemi.

Il résulte de ces conditions que les forces françaises de terre, de mer et de l'air seraient entièrement démobilisées, que nos armes. seraient livrées, que le territoire français serait occupé et que le Gouvernement français tomberait sous la dépendance de l'Allemagne et de l'Italie.

On peut donc dire que cet armistice serait, non seulement une capitulation, mais encore un asservissement.

Or, beaucoup de Français n'acceptent pas la capitulation ni la servitude, pour des raisons qui s'appellent l'honneur, le bon sens, l'intérêt supérieur de a Patrie.

Je dis honneur ! Car la France s'est engagée à ne déposer les armes que d'accord avec les Alliés. Tant que ses Alliés continuent la guerre, son gouvernement n'a pas le droit de se rendre à l'ennemi. Le Gouvernement polonais, le

L'Appel du 18 juin 1940

Gouvernement norvégien, le Gouvernement belge, le Gouvernement hollandais, le Gouvernement luxembourgeois, quoique chassés de leur territoire, ont compris ainsi leur devoir.

Je dis le bon sens ! Car il est absurde de considérer la lutte comme perdue. Oui, nous avons subi une grande défaite. Un système militaire mauvais, les fautes commises dans la conduite des opérations, l'esprit d'abandon du Gouvernement pendant ces derniers combats, nous ont fait perdre la bataille de France. Mais il nous reste un vaste Empire, une flot intacte, beaucoup d'or. Il nous reste des alliés, dont les ressources sont immenses et qui dominent les mers. Il nous reste les gigantesques possibilités de l'industrie américaine. Les mêmes conditions de la guerre qui nous ont fait battre par 5 000 avions et 6 000 chars peuvent donner, demain, la victoire par 20 000 chars et 20 000 avions.

Je dis l'intérêt supérieur de la Patrie ! Car cette guerre n'est pas une guerre franco-allemande qu'une bataille puisse décider. Cette guerre est une guerre mondiale. Nul ne peut prévoir si les peuples qui sont neutres aujourd'hui le resteront demain, ni si les alliés de l'Allemagne resteront toujours ses alliés. Si les forces de la liberté triomphaient finalement de celles de la servitude, quel serait le destin d'une France qui se serait soumise à l'ennemi ?

L'honneur, le bon sens, l'intérêt de la Patrie, commandent à tous les Français libres de continuer le combat là où ils seront et comme ils pourront.

Il est, par conséquent, nécessaire de grouper partout où cela se peut une force française aussi grande que possible. Tout ce qui peut être réuni, en fait d'éléments militaires français et de capacités françaises de production d'armement, doit être organisé partout où il y en a.

Moi, Général de Gaulle, j'entreprends ici, en Angleterre, cette tâche nationale

J'invite tous les militaires français des armées de terre, de mer et de l'air, j'invite les ingénieurs et les ouvriers français spécialistes de l'armement qui se trouvent en territoire britannique ou qui pourraient y parvenir, à se réunir à moi.

J'invite les chefs et les soldats, les marins, les aviateurs des forces françaises de terre, de mer, de l'air, où qu'ils se trouvent actuellement à se mettre en rapport avec moi.

J'invite tous les Français qui veulent rester libres à m'écouter et à me suivre.

Vive la France libre dans l'honneur et dans l'indépendance !

L'armistice de Pétain avec l'Allemagne est signée le 23 juin. Le Général de Gaulle répond le lendemain

Discours du 24 juin 1940

Ce soir je dirai simplement, parce qu'il faut que quelqu'un le dise, quelle honte, quelle révolte, se lèvent dans le cœur des bons Français.

L'Appel du 18 juin 1940

Inutile d'épiloguer sur les diverses conditions des armistices franco-allemand et franco-italien. Elles se résument en ceci : la France et les Français sont, pieds et poings liés, livrés à l'ennemi

Mais si cette capitulation est écrite sur le papier, innombrables sont chez nous les hommes, les femmes, les jeunes gens, les enfants, qui ne sy résignent pas, qui ne l'admettent pas, qui n'en veulent pas.

La France est comme un boxeur qu'un coup terrible a terrassé. Elle git à terre. Mais elle sait, elle sent qu'elle vit toujours d'une vie profonde et fort. Elle sait, elle sent, que l'affaire n'est pas finie, que la cause n'est pas entendue.

Elle sait, elle sent, qu'elle vaut beaucoup mieux que la servitude acceptée par le Gouvernement de Bordeaux. Elle sait, elle sent que, dans son Empire, des forces puissantes de résistance sont debout pour sauver son honneur. Déjà, en beaucoup de points des terres françaises, d'outre-mer, s'est affirmée la volonté de poursuivre la guerre.

Elle sait, elle sent, que ses Alliés sont plus résolus que jamais à combattre et à vaincre.

Elle perçoit dans le nouveau monde mille forces immenses matérielles et morales qui, peut-être, se lèveront un jour pour écraser les ennemis de la liberté.

Il faut qu'il y ait un idéal. Il faut qu'il y ait une espérance. Il faut que, quelque part brille et brûle la flamme de la résistance française.

Officiers français, soldats français, marins français, aviateurs français, ingénieurs français, où que vous soyez, efforcez-vous de rejoindre ceux qui veulent combattre encore. Un jour, je vous le promets, nous ferons ensemble, l'armée française de l'élite, l'armée mécanique terrestre, navale, aérienne, qui, en commun avec nos Alliés, rendra la liberté au monde et la grandeur à la Patrie.

Le Maréchal Pétain s'est efforcé, le 25 juin, dans un discours à la Nation, de justifier la capitulation. Le Général de Gaulle lui répond.

Discours du 26 juin 1940

Monsieur le Maréchal, par les ondes, au-dessus de la mer, c'est un soldat français qui va vous parler.

Hier, j'ai entendu votre voix que je connais bien et, non sans émotion, j'ai écouté ce que vous disiez aux Français pour justifier ce que vous avez fait.

Vous avez d'abord dépeint l'infériorité militaire qui a causé notre défaite. Puis, vous avez dit qu'en présence d'une situation jugée désespérée, vous aviez pris le pouvoir pour obtenir des ennemis un armistice honorable.

Vous avez ensuite déclaré que, devant les conditions posées par l'ennemi, il n'y avait pas eu d'autre alternative que de les accepter en restant à Bordeaux ou de les refuser et passer dans l'Empire pour y poursuivre la guerre et que vous avez cru devoir rester à Bordeaux.

Enfin, vous avez reconnu que le sort du peuple français allait être très cruel, mais vous avez convié ce peuple à se relever malgré tout par le travail et la discipline.

Monsieur le Maréchal, dans ces heures de honte et de colère pour la Patrie, il faut qu'une voix vous réponde. Ce soir, cette voix sera la mienne.

En effet, notre infériorité militaire s'est révélée terrible. Mais cette infériorité, à quoi tenait-elle ?

Elle tenait à un système militaire mauvais.

La France a été foudroyée, non point du tout par le nombre des effectifs allemands, non point du tout par leur courage supérieur, mais uniquement par la force mécanique offensive et manœuvrière de l'ennemi. Cela, tous les combattants le savent. Si la France n'avait pas cette force mécanique, si elle s'était donnée une force purement défensive, une armée de position, à qui a faute, Monsieur le Maréchal ?

Vous qui avez présidé à notre organisation militaire après la guerre de 1914-1918, vous qui fûtes généralissime jusqu'en 1932, vous qui fûtes ministre de la Guerre en 1935, vous qui étiez la plus haute personnalité militaire de notre pays, avez-vous jamais soutenu, demandé, exigé la réforme indispensable de ce système mauvais ?

Cependant, vous appuyant sur les glorieux services que vous avez rendus pendant l'autre guerre, vous avez revendiqué la responsabilité de demander l'armistice à l'ennemi.

On vous a fait croire, Monsieur le Maréchal, que cet armistice, demandé à des soldats par le grand soldat que vous êtes, serait honorable pour la France. Je pense que maintenant vous êtes fixé. Cet armistice est déshonorant. Les deux tiers du territoire livrés à l'occupation de l'ennemi et de quel ennemi ! Notre armée démobilisée. Nos officiers et nos soldats prisonniers maintenus en captivité. Notre flotte, nos avions, nos chars, nos armes, à livrer intacts, pour que l'adversaire puisse s'en servir contre nos propres Alliés. La Patrie, le Gouvernement, vous-même, réduits à la servitude. Ah ! pour obtenir et pour accepter un pareil acte d'asservissement, on n'avait pas besoin de vous, Monsieur le Maréchal, on n'avait pas besoin du vainqueur de Verdun ; n'importe qui aurait suffi.

Mais vous avez jugé, dites-vous, que vous pouviez, que vous deviez y souscrire. Vous avez tenu pour absurde toute prolongation de la résistance dans l'Empire. Vous avez considéré comme dérisoire l'effort que fournit et celui que fournira notre allié, l'Empire britannique. Vous avez renoncé d'avance aux ressources offertes par l'immense Amérique.

Vous avez joué perdu, jeté nos cartes, fait vider nos poches, comme si ne nous restait aucun atout. Il y a là l'effet d'une sorte de découragement profond, de scepticisme morose, qui a été pour beaucoup dans la liquéfaction des suprêmes résistances de nos forces métropolitaines.

Et c'est du même ton, Monsieur le Maréchal, que vous conviez la France livrée, la France pillée, la France asservie, à reprendre son labeur, à se refaire, à se relever. Mais dans quelle atmosphère, par quels moyens, au nom de quoi, voulez-vous qu'elle se relève sous la botte allemande et l'escarpin italien ?

Oui, la France se relèvera. Elle se relèvera dans la liberté. Elle se relèvera dans la victoire. Dans l'Empire, dans le monde, ici même, des forces françaises se forment et s'organisent. Un jour viendra où nos armes, reforgées au loin, mais bien aiguisées, se joignant à celles que se feront nos alliés, et peut-être à d'autres encore, reviendront triomphantes sur le sol national.

Alors, oui, nous referons la France !

Le cabinet de guerre britannique avait annoncé la prochaine reconnaissance d'un comité national Français qui serait composé de hautes personnalités politiques. Ces hautes personnalités ne ralliant pas le territoire britannique, le Général de Gaulle est reconnu le 28 Juin par l'Angleterre chef des Français Libres.

Discours du 28 juin 1940

L'engagement que vient de prendre le Gouvernement britannique, en reconnaissant dans ma personne le Chef des Français Libres, a une grande importance et une profonde signification.

Cet engagement permet aux Français Libres de s'organiser pour continuer la guerre aux côtés de nos Alliés. Cet engagement signifie que l'effort des Français Libres et celui de nos Alliés ne forment qu'un jusqu'à la victoire

Je décide ce qui suit :

1^Â Je prends sous mon autorité tous les Français qui demeurent en territoire britannique ou qui viendraient à s'y trouver

2^Â Il sera formé immédiatement une force française terrestre, aérienne et navale. Cette force sera composée pour l'instant de volontaires. Cette force concourra d'abord à toute résistance française qui se fera, où que ce soit, dans l'Empire français. J'appelle tous les militaires français de terre, de mer et de l'air, à venir s'y joindre. J'invite à s'y enrôler tous les jeunes gens et tous les hommes en âge de porter les armes ;

3^Â Tous les officiers, soldats, marins, aviateurs français, où qu'ils se trouvent ont le devoir absolu de résister à l'ennemi. Si les circonstances les mettent dans le cas d'avoir à livrer leurs armes, leur avion, leur navire, ils doivent rejoindre immédiatement, avec leurs armes, leur avion, leur navire, la résistance française la plus proche. S'il n'y a pas, à leur portée, de résistance française, ils doivent rejoindre immédiatement le territoire britannique où ils se trouveront sous mes ordres ;

4^Â Il est créé ici une organisation française de fabrication et d'achat d'armement et une organisation française de recherches et de perfectionnement concernant le matériel de guerre.

Généraux ! Commandants supérieurs !

Gouverneurs dans l'Empire ! mettez-vous en rapport avec moi pour unir nos efforts et sauver les terres françaises. Malgré les capitulations déjà faites par tant de ceux qui sont responsables de l'honneur du drapeau et de la grandeur de la patrie, la France Libre n'a pas fini de vivre. Nous le prouverons par les armes.



L'Appel du 18 juin 1940 - Ouest-France 18 juin 2010



Il est 18 heures dans le studio 4B de la BBC, à Londres - Le Point 18-25 décembre 2014 - 1/9



Le Général de Gaulle : A 49 ans, j'entrais dans l'aventure... - Le Point 18-25 décembre 2014 - 2/9



Le Général de Gaule, se rend à son bureau de St Stephents Housse, à Londres - Le Point 18-25 décembre 2014 - 3/9



Dix ans après, De Gaulle : « Mais, Malraux, ce fut épouvantable... » - Le Point 18-25 décembre 2014 - 4/9



Dans les airs, sur les ondes - Le Point 18-25 décembre 2014 - 5/9



De Gaulle s'est exprimé plusieurs fois à la BBC, photo d'octobre 1941 - Le Point 18-25 décembre 2014 - 6/9



Relations entre le Général de Gaulle et Winston Churchill - Le Point 18-25 décembre 2014 - 7/9



Négociations entre le Général de Gaulle et Winston Churchill - Le Point 18-25 décembre 2014 - 8/9



Spears, attaché militaire britannique et le Général de Gaulle - Le Point 18-25 décembre 2014 - 9/9



« La flamme de la Résistance ne s'éteindra pas » - Ouest-France 18 juin 2010



De Gaulle vu par les Anglais - François Malys - Calmann-Lévy - 1/5

